

Québec a demandé au gouvernement fédéral que sa délégation soit traitée sur le même pied que celle du Canada ou encore a-t-il été question de quelque chose dans ce sens au cours de ses entretiens avec M. Couve de Murville?

Sa réponse avait été «non» pour les deux points de ma question.

**L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, je crois que je n'ai rien à ajouter à ce que j'ai dit hier, mais j'examinerai la question de nouveau, et si j'ai des renseignements additionnels, je serai heureux d'en faire part à l'honorable député.

**L'hon. Paul Martineau (Pontiac-Témiscamingue):** Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire?

Le ministre peut-il dire s'il y a des négociations en cours entre le gouvernement canadien et le gouvernement français afin que M. Lussier, représentant du Québec à Paris, ait le même statut que M. Lapointe à Londres, comme délégué du Québec dans ce pays?

**L'hon. M. Martin:** Il n'y a rien que je puisse ajouter à ce que j'ai dit; seulement, je suggérerais à l'honorable député d'examiner les réponses que j'ai données ce matin et l'autre jour à cet effet.

(Traduction)

#### RETARD DES NÉGOCIATIONS RELATIVES AUX DROITS DE PÊCHE DES ÉTATS-UNIS

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Frank Howard (Skeena):** Je voudrais poser une question, soit au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, soit au ministre des Pêcheries, quel que soit celui qui veut y répondre. Je voudrais savoir de l'un ou de l'autre honorable représentant si leur attention a été appelée sur certaines observations faites à Washington par le membre du Congrès américain Tollefson, et relevées dans le compte rendu du Congrès des États-Unis, d'après lesquelles le Canada hésiterait, ou ne serait pas disposé, à mener rondement les négociations relatives aux droits prétendument traditionnels des pêcheurs des États-Unis dans ce qui constitue maintenant les eaux territoriales du Canada?

**M. l'Orateur:** Il est absolument contraire au Règlement, selon les instructions que j'ai reçues de demander si des déclarations parues dans les journaux sont exactes.

**M. Howard:** Avec tout le respect qui s'impose, monsieur l'Orateur, je ne m'enquiers pas de l'avis d'un journal; je parle du compte rendu du Congrès des États-Unis d'Amérique. Je ne demande pas au ministre s'il pense que ces déclarations sont exactes, mais si on les lui a signalées, et s'il voudrait bien faire quelques observations à ce sujet.

[M. Côté (Chicoutimi).]

**L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Maintenant, on me les signalera...

#### LES RELATIONS OUVRIÈRES

«NORTHLAND NAVIGATION LIMITED»—SIGNATURE D'UNE ENTENTE AVEC LE S.I.G.M.

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest):** Monsieur l'Orateur, je désire poser au ministre du Travail une question qui, je l'espère, est acceptable. En raison du grand mécontentement qui existe au sein du Syndicat local 400 de la Fraternité canadienne des cheminots, du transport et des travailleurs généraux au sujet de la signature d'un mémoire visant un accord entre le Syndicat des gens de mer et la *Northland Navigation Shipping Company Limited*, ainsi que de toutes les circonstances entourant cette affaire, le ministre voudra-t-il appeler l'attention des administrateurs du Conseil de tutelle sur cette question?

**L'hon. A. J. MacEachen (ministre du Travail):** Monsieur l'Orateur, je serai très heureux de le faire.

GRANDS LACS—NATIONALITÉ DES NÉGOCIATEURS DU S.I.G.M.

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. Michael Starr (Ontario):** Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre du Travail s'il s'est renseigné au sujet de la question que je lui posais il y a quelques jours, visant à savoir si l'équipe des négociateurs du S.I.G.M. était entièrement canadienne?

**L'hon. A. J. MacEachen (ministre du Travail):** Monsieur l'Orateur, j'ai demandé au président du Conseil de tutelle d'aller aux renseignements, mais je n'ai pas encore reçu de réponse à ce sujet. Dès que je l'aurai reçue, j'en ferai part à mon honorable ami.

#### L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

MESURES RELATIVES À LA DIFFUSION DE LA PROPAGANDE RACISTE

A l'appel de l'ordre du jour.

**Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition):** Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Au sujet de la propagande raciste dont il a été question il y a quelques mois, dirigée en particulier contre les représentants de la race juive, le ministre de la Justice a fait savoir à la Chambre que l'on étudiait la question, afin de déterminer les mesures à prendre, notamment quant aux lacunes possibles de la loi à ce sujet, ainsi que